

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13 novembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le treize novembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : DURIEU Joël donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, HADDAD Catherine donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à MARRON Corentin, VERNEDE Corinne donne procuration à MEYER Jean-Yves, BOYER Alain donne procuration à LOYET André, AMRANI Hasiba donne procuration à ROGIER Monique, TEYSSIER Nicolas donne procuration à BOUSCHON Max, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume, CAUQUIL Alexandra donne procuration à CONSTANZO André

Absent : KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Corentin MARRON

Date de la convocation :

Délibération n°2025-201

5 novembre 2025

OBJET : Remboursement des frais de déplacement « Intra-muros » 2025 pour les agents utilisant leur véhicule personnel terrestre à moteur (automobile, motocyclette, vélomoteur ou autre véhicule à moteur)

Transmis au
représentant de l'Etat le : 17 NOV. 2025
Affiché le :
Notifié le : 17 NOV. 2025

Vu le Code Général des Collectivités locales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21, L.2321-2 et L.2313-1 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret 90-437 du 28 mai 1990 portant sur les conditions de règlement des frais de déplacement des agents et notamment son article 29,
Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n°91-573 du 19 juin 1991,
Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 relatif aux frais de déplacements applicables aux agents de l'Etat,
Vu l'arrêté ministériel du 28 décembre 2020, JO du 31 décembre 2020, **fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics ;**
Vu l'avis du Comité Social Territorial,

Considérant que certains agents de la commune d'Aubenas sont amenés, dans le cadre de leur mission, à se déplacer quotidiennement entre plusieurs sites communaux à l'aide de leur véhicule personnel, en l'absence de véhicule de service disponible ;

Considérant qu'il convient, conformément à la réglementation en vigueur, de compenser ces déplacements professionnels intra-muros par une indemnité forfaitaire annuelle, dans la limite du plafond fixé par les textes en vigueur ;

Considérant que cette indemnité sera versée sous réserve de la production d'un état détaillé des déplacements effectués, validé par le supérieur hiérarchique de l'agent ;

Considérant la liste des agents autorisés à utiliser leur véhicule personnel terrestre à moteur pour des déplacements professionnels sur le territoire de la commune fixée par arrêtés individuels du Maire ;

Il est proposé d'allouer une indemnité forfaitaire dont le montant maximum annuel est plafonné à 615 euros, sous réserve de fournir par les bénéficiaires un état détaillé de leurs déplacements quotidiens intramuros, validé par leur supérieur hiérarchique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le versement pour l'année 2025, d'une indemnité forfaitaire intra-muros aux agents désignés par arrêtés du Maire, sous réserve de la présentation d'un état de déplacement validé par la collectivité ;
- **Fixe** le montant maximum annuel de l'indemnité forfaitaire de **615 € par agent**.

Extrait certifié conforme,

Jean-Yves MEYER,
Maire



Ville d'AUBENAS
Page 2/2

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20251117-DEL2025-201-DE
Date de télétransmission : 17/11/2025
Date de réception préfecture : 17/11/2025